



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon - AFPICL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon - AFPICL
10 place des Archives - 69288 Lyon Cedex 02

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon - AFPICL

10 place des Archives - 69288 Lyon Cedex 02

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 30 janvier 2025

KPMG S.A.

Philippe Gatta

Associé

Bilan actif

Période du 1-sept-23
au 31-août-24

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	31-août-24	31-août-23
Immobilisations incorporelles	3 996 790	- 3 158 125	838 665	673 585
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-
Concessions, brevets, droits similaires	3 996 790	- 3 158 125	838 665	673 585
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes / immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	28 479 477	- 18 898 512	9 580 964	7 199 608
Terrains	2 744 082		2 744 082	2 744 082
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, outillage	8 043 911	- 6 813 310	1 230 601	1 008 062
Autres immobilisations corporelles	15 719 996	- 12 085 202	3 634 794	2 931 337
Immobilisations en cours	1 971 488		1 971 488	516 127
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	56 777 241	- 65 215	56 712 027	58 304 157
Legs	1 283 800		1 283 800	1 397 010
Participations	16 653 854	- 65 215	16 588 639	16 603 225
Autres participations		-		
Créances rattachées à des participations	36 988 261		36 988 261	38 614 261
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille		-	-	-
Autres titres immobilisés		-	-	-
Prêts	1 127 878	-	1 127 878	1 009 623
Autres immobilisations financières	723 448		723 448	680 038
ACTIF IMMOBILISE	89 253 508	- 22 121 853	67 131 656	66 177 350
Stocks et en-cours	24 124	-	24 124	17 510
Stock mat prem et autres approv	-	-	-	-
Stock en cours de produits (biens)	-	-	-	-
Stock en cours de produits (services)	-	-	-	-
Stock de marchandises	24 124	-	24 124	17 510
Avances et acomptes versés				
Créances	36 852 677	- 295 735	36 556 941	36 679 688
Créances usagers et comptes rattachés	34 268 519	- 295 735	33 972 784	31 282 908
Autres créances	2 584 157		2 584 157	5 396 780
VMP instruments de trésorerie	17 907 240		17 907 240	18 124 978
Disponibilités	5 306 535		5 306 535	4 932 257
Charges constatées d'avance	472 855		472 855	437 694
ACTIF CIRCULANT	60 563 432	- 295 735	60 267 696	60 192 127
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-		-	-
Primes de remboursements des emprunts	-		-	-
Ecart de conversion actif	-			
TOTAL GENERAL	149 816 940	- 22 417 588	127 399 352	126 369 477

Bilan passif

Période du 1-sept-23
au 31-août-24

A F P I C L

Détail des postes			31-août-24	31-août-23
FONDS PROPRES			18 994 931	18 994 931
FONDS DE SUBVENTIONS			-	
ECARTS DE REEVALUATION			-	-
RESERVES			-	-
Réserve légale			-	-
Réserves statutaires ou contractuelle			-	-
Réserves réglementées			-	-
Autres réserves			-	-
REPORT A NOUVEAU			39 685 184	40 069 018
Report à nouveau			39 685 184	40 069 018
RESULTAT DE L'EXERCICE			408 877	383 834
SUBVENTION D'INVESTISSEMENTS			626 913	503 423
FONDS PROPRES			59 715 906	59 183 538
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés			1 542 391	1 945 652
FONDS REPORTEES ET DEDIES			1 542 391	1 945 652
Provisions pour risques			-	-
Provisions pour charges			4 410 718	3 819 878
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			4 410 718	3 819 878
DETTES FINANCIERES			12 729 172	13 497 454
Emprunts obligataires convertibles			-	-
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit			12 729 172	13 497 454
Emprunts et dettes financières divers			-	-
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES			-	-
DETTES D'EXPLOITATION			6 516 715	6 410 096
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			1 454 948	1 859 577
dettes fiscales et sociales			5 061 767	4 550 519
DETTES DIVERSES			3 200 508	5 348 125
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			394 935	309 685
Autres dettes			2 805 573	5 038 440
Instrument de trésorerie				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			39 283 942	36 164 733
Produits constatés d'avance			39 283 942	36 164 733
DETTES			61 730 336	61 420 408
Ecart de conversion passif			-	-
TOTAL GENERAL			127 399 352	126 369 477

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	31-août-24	31-août-23
Cotisations		
Ventes de biens et services	50 547 157	45 280 504
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations	50 547 157	45 280 504
dont Inscriptions	38 725 991	34 850 228
dont Formation permanente	11 326 614	9 933 364
dont Interventions extérieures	266 301	194 757
dont Polycopie	11 685	2 528
dont Locations et remboursements de charges	216 566	299 627
dont parrainages		
Ventes de marchandises		
Produits de tiers financeurs	5 340 351	5 961 772
Concours publics et subventions d'exploitation	5 340 351	5 961 772
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public	1 285 856	2 875 840
Dons manuels	308 509	381 825
Mécénats	931 269	1 190 635
Legs, donations et assurance-vie	-	1 283 800
Contributions financières	46 078	19 580
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges	1 398 986	1 053 916
Utilisation des fonds dédiés	348 235	493 039
Autres produits	960 831	674 356
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	59 881 416	56 339 428
Achats de marchandises	7 410	15 401
Achats de matières premières et autres approvisionnements	17 721 090	16 414 479
Autres achats et charges externes		
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	274 883	265 092
Salaires et traitements	26 639 525	25 231 344
Charges sociales	11 289 064	10 586 252
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 716 436	1 524 688
Dotations aux provisions	943 781	640 116
Subventions versées par l'association	-	1 398 827
Report en fonds reportés	1 307 935	816 069
Autres charges		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	59 900 124	56 892 267
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-18 708	-552 839
Produits financiers de participations	660 719	707 116
Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé	353 727	89 485
Autres intérêts et produits assimilés	-	40
Reprises provisions éléments financiers	50 629	62 529
Différences positives de change	-	1
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 065 075	859 171
Dotations financières aux amortissements et provisions	65 215	50 629
Intérêts et charges assimilées	599 147	628 460
Différence négative de change	77	93
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	664 439	679 182
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	400 636	179 990
RESULTAT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)	381 927	-372 850
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	168 845	86 512
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 162	-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	170 007	86 512
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	113 231	91 197
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 932	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELS VI	117 163	91 197
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	52 844	-4 685
Impôt Société	25 895	6 298
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	61 116 498	57 285 111
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	60 707 621	57 668 944
EXCEDENT OU DEFICIT	408 877	-383 833
Produits		
Bénévolat	23 000	23 000
Prestations en nature		
Dons en nature		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations en nature		
Parrainages		
Bénévolat	23 000	23 000



**Association des Fondateurs et Protecteurs de
l'Institut Catholique de Lyon**

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 août 2024**

Sommaire

I - PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	3
1.1 Présentation de l'association	3
1.2 Faits caractéristiques de l'exercice	3
1.3 Comparabilité des comptes	3
1.4 Contribution volontaire en nature	4
1.5 Evènements post-clôture	4
II - PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	4
2.1 Principes comptables	4
2.2 Immobilisations incorporelles et corporelles	4
2.3 Immobilisations financières	5
2.4 Créances	5
2.5 Valeurs mobilières de placement	5
2.6 Subventions de fonctionnement	5
2.7 Subventions d'investissement	5
2.8 Charges à payer et produits à recevoir	5
2.9 Provisions	6
2.10 Fonds dédiés	7
III - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	7
3.1 Tableau de variation des immobilisations	7
3.2 Tableau de variation des amortissements	7
3.3 Participations	8
3.4 Échéance des créances	8
3.5 Dépréciations de l'actif circulant	9
3.6 Produits à recevoir	9
3.7 Fonds propres	9
3.8 Tableau de mouvement des subventions d'investissement	10
3.9 Tableau de mouvement des provisions pour risques et charges	11
3.10 Fonds dédiés	11
3.11 Échéance des dettes	12
3.12 Charges à payer	12
3.13 Charges constatées d'avance et produits constatés d'avance	12
3.14 Résultat Financier	13
3.15 Plus-values latentes sur valeurs mobilières	13
3.16 Impôts sur les Sociétés	13
IV - AUTRES INFORMATIONS	13
4.1 Utilisation des fonds reversés par le fonds de dotation UCLY DEVELOPPEMENT	13
4.2 Effectif	13
4.3 Engagements financiers	13

I - PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'association

L'Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon (AFPICL) est une association Loi 1901 reconnue d'utilité publique par la loi n°129 du 17 avril 1942.

- L'association a pour objet d'administrer l'Université Catholique de Lyon qui accueille 12 000 étudiants et auditeurs, dont 8700 en formation initiale, et compte 165 enseignants chercheurs.
- L'association est reconnue comme EESPIG (d'intérêt général) depuis 2016. Cette labellisation a de nouveau été confirmée le 26 août 2021 pour la période 2021-2026.
- L'UCLy compte six pôles facultaires (Sciences juridiques, politiques et sociales ; Sciences économiques et management ; Sciences et santé ; Lettres et langues ; Théologie et Sciences Religieuses ; Philosophie, psychologie et éducation).

Parmi ces six pôles de formation, on compte :

- 3 Campus, dont 1 à Annecy, et 1 antenne au Puy-en-Velay
- 1 Grande École de Management (ESDES Lyon Business School)
- 1 Ecole d'Ingénieurs en Biotechs (ESTBB – Ecole Supérieure de Biologie-Biochimie-Biotechnologies)
- 3 Écoles supérieures professionnelles (ESTRI, ESQESE, IFTLM)
- 18 unités d'enseignement - formation + 2 centres associés
- Une unité de recherche dénommée "Confluence, Sciences et Humanités" regroupant 8 pôles de recherche et 150 enseignants-chercheurs
- Plus de 650 enseignants et personnels administratifs
- 130 formations de Bac à Bac+8

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

1.2.1) Campagne de développement et mécénat d'entreprise

Les dons enregistrés en produits d'exploitation issus du fonds de dotation UCLy Développement sont en baisse (876 K€ en 2023/2024 contre 1 190 K€ en 2022/2023).

1.2.2) Autres :

Produits et Charges sur les exercices antérieurs :

Produits 343 K€ Charges 168 K€

1.3 Comparabilité des comptes

Néant.

1.4 Contribution volontaire en nature

Le bénévolat du bureau est estimé selon la méthode d'évaluation du temps passé valorisé au SMIC.
Il est estimé à 23K€ sur l'exercice.

Bureau

François CHANIOT

Jean Philippe DELSOL

Marc HENRY

Président

Vice-Président

Vice-Président

1.5 Evènements post-clôture

Néant

II - PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, et en particulier l'ANC N°2018-06 et à défaut le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais accessoires et frais financiers.

Les amortissements des immobilisations sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire correspondant à l'amortissement économique des biens.

Les durées d'utilisation des biens définies pour chaque catégorie d'immobilisation les plus généralement retenues peuvent être résumées comme suit :

Nature des immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels	2 à 5 ans
Agencements et aménagements	5 ans ou 10 ans
Mobilier	10 ans
Matériel d'enseignement, scientifique	5 ans
Matériel de bureau	4 ans

2.3 Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

2.4 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique). Elles sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte du risque de non recouvrement. Les créances « étudiants » de plus d'un an sont dépréciées, comme l'an dernier, à hauteur de 90%.

Les créances sont majoritairement constituées des frais d'inscription liés à des formations de l'exercice suivant et à percevoir sur l'exercice suivant. C'est pourquoi, dans ce cas de figure, des produits constatés d'avance liés à ces créances sont également enregistrés au passif du bilan. La plupart des inscriptions sont finalisées dès le mois de juillet.

2.5 Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les disponibilités ont été placées majoritairement sur des livrets associatifs, des comptes titres, un dépôt à terme, des SCPI et un FCP. Des contrats de capitalisation ont été souscrits ou sont en cours de souscription.

Une commission financière a été constituée pour assurer des décisions collectives de la gestion des placements. Des orientations prudentes ont été retenues pour cette gestion.

2.6 Subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement soumises à conditions résolutoires sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention. En fin d'exercice, une analyse est menée afin de déterminer la part reportée à l'exercice suivant.

Les subventions sans condition sont enregistrées au cours de l'exercice pendant lequel elles ont été notifiées.

2.7 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au poste « subventions d'investissement » et sont amorties au même rythme que les biens qu'elles ont financés.

2.8 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer correspondent principalement :

- Aux dépenses de fonctionnement réalisées sur l'exercice dont la facture n'a pas été reçue à la clôture des comptes ;
- Aux passifs sociaux des droits acquis au cours de l'exercice en cours qui seront payés sur l'exercice suivant (primes et congés principalement).

Les produits à recevoir correspondent principalement :

- À des refacturations d'organismes ou écoles partenaires ;
- À des subventions ou mécénats à recevoir.

2.9 Provisions

Les obligations à l'égard de tiers, susceptibles d'être estimées avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à une probable dépense sans contrepartie, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision. Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

2.9.1) Pension des clercs

Au 31 août 2007, il avait été constitué une provision de 4 000 K€ pour couvrir l'intégralité des droits acquis par les clercs dans le cadre de la gestion des pensions servies par l'association.

Sur l'exercice 2007/2008, avec la mise en place d'une retraite complémentaire obligatoire pour les clercs, avec effet rétroactif au 1er janvier 2006, il a été décidé de mettre fin au dispositif AFPICL et de le remplacer par une retraite supplémentaire à cotisation définie (art. 83 du CGI).

Parallèlement les droits acquis dans l'ancien dispositif ont été transférés à l'APICIL qui en assure dorénavant le service. Le montant correspondant soit 3 170 K€ a été prélevé sur la provision de 4 000 K€. Le solde de cette provision devant être utilisé pour assurer la couverture des droits acquis par les clercs encore en activité en 2007/2008.

Cette provision a fait l'objet, depuis son externalisation partielle, de dotations complémentaires sur la base des estimations annuelles du passif communiquées par APICIL ; le contrat est un « article 39 »

Cette provision s'établit au 31 août 2024 à 131.2 K€

Les prêtres actuellement rémunérés par l'AFPICL bénéficient d'un dispositif classique de cotisations nominatives « article 83 »

2.9.2.) Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Une provision pour indemnités de départ à la retraite des salariés est enregistrée au passif du bilan pour un montant total de 3 641 K€ (3 435 K€ au 31 août 2023).

Cette provision est calculée sur les bases conventionnelles.

Hypothèses	31/08/2023	31/08/2024
Age de départ à la retraite	64 ans	64 ans
Table de mortalité	INSEE 2012	INSEE 2012
Taux d'augmentation des salaires	2.6%	2%
Taux d'actualisation	4.20%	3.40%
Turnover (déterminé sur les statistiques de départs volontaires de 2015 à 2017)	3,56%	3,56%

Un complément de provision de l'exercice 2023/2024 (+205 K€) est enregistrée sur l'exercice. Ces provisions sont désormais établies en externalisant le calcul auprès d'un actuair.

2.10 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent à la clôture de l'exercice, la partie des ressources dédiées par les financeurs, donateurs ou testateurs à des projets de l'association, qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

III - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 Tableau de variation des immobilisations

en €	Valeurs brutes 31/08/2023	Acquisitions	Transferts	Cessions et sorties	Valeurs Brutes 31/08/2024
Logiciels	3 386 776	470 174	188 907	-49 067	3 996 790
Terrains	2 744 082				2 744 082
Agencement/ aménagements	2 885 350	511 121		-3 973	3 392 498
Matériels et outillage	7 456 341	587 570			8 043 911
Œuvre d'Art	23 317				23 317
Matériel de transport	40 956				40 956
Matériel de bureau	7 601 846	725 259			8 327 105
Mobilier	3 607 702	328 069	348		3 936 119
Immo en cours	516 127	1 671 339	-215 978		1 971 488
Participations	16 653 854				16 653 854
Créances/participations	38 614 261	450 000		-2 230 000	36 834 261
Dépôt et cautionnement	650 001	43 910	-500		693 411
Alliade 1% logement	1 009 622	118 256			1 127 878
	85 190 235	4 905 698	-27 223	- 2 283 040	87 785 670

3.2 Tableau de variation des amortissements

en €	Valeurs 31/08/2023	Dotations	Transferts	Cessions et sorties	Valeurs Brutes 31/08/2024
Logiciels	2 713 191	494 000		-49 066	3 158 125
Agencement aménagements	1 597 095	217 022	3	-41	1 814 079
Matériels et outillage	6 448 279	365 031			6 813 310
Matériel de transport	20 475	8 191			28 666
Matériel de bureau	6 706 479	440 928			7 147 407
Mobilier	2 903 785	191 264			3 095 049
	20 389 304	1 716 436	3	-49 107	22 056 633

3.3 Participations

SCI	nombre parts détenues	% détenu	prix unitaire €	montant participation en €	Résultat Capitaux propres Produits d'exploitation
SCI BELLISA N°SIREN 417 802 725	10 151	99,99%	15,244901	154 751,01	581 596.00 7 715 253.00 3 262 300.00
SCI CARNOT N° SIREN 442 061 834	1 399 980	99,999%	10,00	13 999 800,00	291 450.00 14 472 223.00 1 057 458.00
SCI LOGET N°SIREN 481 053 403	179 880	99,933%	10,00	1 798 800,00	-4 913.00 2 138 924.00 320 999.00

3.4 Échéance des créances

en €	BRUT	- 1 AN	+ 1 AN
Créances clients et comptes rattachés	33 972 784	33 972 784	
Autres créances	2 667 393	2 667 393	
Charges constatées d'avance	472 855	472 855	
Créances/participations	36 834 261	3 000 000	33 834 261
Dépôts et cautionnements	693 411		693 411
Alliade 1% logement	1 127 878		1 127 878
Autres immobilisations financières	30 037		30 037
Totaux	75 798 619	40 113 032	35 685 587

3.5 Dépréciations de l'actif circulant

en €	Valeurs 31/08/2023	Augmentation de dépréciation	Reprises de Dépréciation	Valeurs 31/08/2024
Provisions pour dépréciation				
-sur immo financières				
-clients et autres				
-valeurs mobilières	385 769	2 519	92 553	295 735
Totaux	385 769	2 519	92 553	295 735

3.6 Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans	en €
Créances clients et comptes rattachés	890 107
Autres créances	
Subvention d'investissement	432 701
Subvention d'exploitation	592 955
divers (avoir à recevoir)	16 291
TOTAL	3 577 066

3.7 Fonds propres

en €	Valeurs au 31/08/2023	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/08/2024
FONDS PROPRES	<u>18 994 931</u>			<u>18 994 931</u>
AUTRES	<u>40 188 606</u>	<u>992 347</u>	<u>-459 979</u>	<u>40 720 973</u>
-Report à nouveau	40 069 017		- 383 834	39 685 183
-Résultat	- 383 834	792 711		408 877
-Subventions d'investissements	503 423	199 636	-76 145	626 913
TOTAUX	59 183 537	992 347	-459 979	59 715 904

3.8 Tableau de mouvement des subventions d'investissement

Valeurs brutes

en €	Valeurs au 31/08/2023	Augmentations 2023/2024	Diminutions ou reprises 2023/2024	Valeurs au 31/08/2024
Subvention Région Le Puy en Velay	102 000			102 000
Subvention Région laboratoires	300 000			300 000
Subvention Région Droit	10 000			10 000
Subvention LEEM Apprentissage	92 000			92 000
Subvention Ville de Lyon Projet Saint-Paul	1 000 000			1 000 000
Subvention Ville de Lyon Projet Tombouktou	13 139		13 139	0
Subvention Centre Saint Irénée	37 284			37 284
Subvention AGEFIPH	12 581	3 563		16 144
BIOBANQUES AFRIQUE OUEST	3 800			3 800
REGION LABO BIO	27 671			27 671
REGION VR FOR VIE ETUDIANTE	9 000			9 000
REGION VR FOR VIE ETUDIANTE	10 000			10 000
REGION VR FOR VIE ETUDIANTE	40 000			40 000
REGION VR FOR VI ETUDIANTE		9 000		9 000
PRIME ECOFEE / SPIE		187 073		187 073
TOTAUX	1 657 475	199 636	13 139	1 843 972

Reprise au compte de résultat

en €	Valeurs au au 31/08/2023	Augmentation en €	Diminution ou ou reprises	Valeurs au au 31/08/2024
Subvention Région Le Puy en Velay	15 291	8 123		23 414
Subvention Région ESTBB BIOBANQUE	2 061	760		2 821
Subvention Région LIBER	57 415	34 949		92 364
Subvention LEEM Apprentissage	21 141	10 598		31 739
Subvention Ville de Lyon Projet Saint-Paul	1 000 000			1 000 000

Subvention Ville de Lyon	13 139		13 139	0
Projet Tombouktou				
Subvention	23 521	3 729		27 250
Centre Saint Irénée				
Subvention	2 922	2 157		5 149
AGEFIPH				
		5 534		24 026
REGION LABO BIO	18 492			
		2		
REGION VRVE				2
		10 294		
SUBVENTION ECOFEE/SPIE				10 294
TOTAUX	1 154 052	76 146	13 139	1 217 059

3.9 Tableau de mouvement des provisions pour risques et charges

en €	Valeurs au 31/08/2023	Augmentations Dotations	Reprise de provisions utilisées	Reprise de provisions non utilisées	Valeurs au 31/08/2024
Provisions pour risques et charges					
-indemnités départ à la retraite	3 435 974	454 206	248 225		3 641 955
-retraite clercs	148 313		17 026		131 287
-Prov pour charges - Divers	235 590	487 056	55 103	30 067	637 476
TOTAUX	3 819 877	941 262	320 354	30 067	4 410 718

Les provisions pour risques et charges sont principalement composées :

- * De la provision pour indemnités de départ à la retraite
- * De la provision pour retraites des clercs
- * Des provisions pour litiges

3.10 Fonds dédiés

en €	Valeur au 31/08/2023	Reports	Utilisation		Valeur au 31/08/2024	
			Montant global	dont remboursement	Montant global	Dont fonds dédiés sur projets sans dépense depuis 2 exercices
Apport Association médicale missionnaire	150 063	0	100 000	0	50 063	0
Campagne de développement	398 580		190 052	0	208 528	0
Leg BLANC	113 210			113 210	0	0
Leg FAHY Jean	1 283 800				1 283 800	
TOTAUX	1 945 652		290 052	113 210	1 542 391	0

3.11 Échéance des dettes

en €	BRUT	- 1 AN	1 à 5 ANS	+ 5 ANS
Emprunts et dettes auprès ETS de crédit	12 697 579	863 215	3 392 642	8 441 722
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 538 184	1 538 184		
Dettes fiscales et sociales	5 061 737	5 061 737		
Autres dettes	3 200 508	3 200 508		
Produits constatés d'avance	39 283 942	39 283 942		
Totaux	61 781 950	49 947 586	3 392 642	8 441 722

3.12 Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans	en €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	223 831
Dettes fiscales et sociales	3 035 582
Autres dettes	97 386
TOTAL	3 356 799

3.13 Charges constatées d'avance et produits constatés d'avance

en €	CHARGES	PRODUITS
Achats et charges externes	472 855	
Inscriptions et autres produits		39 283 942
TOTAL	472 855	39 283 942

3.14 Résultat Financier

Les charges financières sont principalement constituées d'intérêts financiers payés sur emprunts (599 K€)
Les produits financiers sont constitués de la rémunération de comptes courants et livrets, de DAT / CAT, de produits de participations et des VMP. Ils incluent les dividendes des SCI dont l'AFPICL est à la fois propriétaire et locataire (1 014 K€)

3.15 Plus-values latentes sur valeurs mobilières

Au 31/08/2024, les plus-values latentes s'élèvent à 1 546 K€ avant prise en compte des moins-values latentes (BSO+AMADEIS)

3.16 Impôts sur les Sociétés

Correspondant à l'IS dû aux taux de 10, 15 et 24 % sur les revenus patrimoniaux et le résultat fiscal au taux normal.

IV - AUTRES INFORMATIONS

4.1 Utilisation des fonds reversés par le fonds de dotation UCLY DEVELOPPEMENT

Le fonds de dotation a engagé officiellement la campagne de mécénat visant à recueillir 6 M€ sur 3 ans
Au 31/08/2024, ont été versés à l'AFPICL pour les projets engagés 876 K€
Ont été encaissés au titre du mécénat Sur 2023/24 : 437 K€

4.2 Effectif

- * En nombre de personnes physiques au 31/12/2023 : 1 051
- * En ETP au 31/12/2023 : 661

4.3 Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES	
Caution solidaire emprunt SCI LOGET 4 000 K€ + intérêts 392 K€ soit 4 392 K€	
ENGAGEMENTS RECUS	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (capital restant dû au 31/08/2024)	MONTANT GARANTI PAR DES COLLECTIVITES 12 644 173 Euros
INSTRUMENTS FINANCIERS	
Valorisation des swaps de taux sur emprunt au 31/08/2024	568 084 Euros
Perte latente aux taux variables actuels du marché	